



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

permis de conduire

Question écrite n° 23774

Texte de la question

M. Jean-Louis Touraine attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les difficultés récurrentes liées au passage du permis de conduire (permis B). En effet, dans l'agglomération lyonnaise, les délais d'attente pour pouvoir s'inscrire ou se réinscrire à l'épreuve du permis ne cessent de s'allonger : la première présentation à l'épreuve de conduite prend plusieurs mois, et en cas d'échec, la deuxième présentation ne peut s'effectuer dans le meilleur cas, dans des délais allant jusqu'à 6 mois. Face à ces délais de plus en plus longs, la durée de validité de l'examen du code de la route, limitée à deux ans, apparaît comme extrêmement pénalisante. De plus, l'Union intersyndicale des enseignants de la conduite (UNIDEC) estime qu'en raison des délais d'attente pour repasser l'examen de conduite, le coût du permis de conduire se serait alourdi de 30 %. Cette situation est préjudiciable pour tous ceux dont le permis de conduire est essentiel pour s'insérer dans la vie professionnelle. De plus, face à cette pénurie de places d'examen, le risque est de voir encore s'accroître le nombre déjà alarmant de conducteurs sans permis : l'Observatoire national interministériel de sécurité routière (ONISR) estime à 450 000 le nombre de conducteurs dans l'illégalité, et précise que 70 % d'entre eux n'ont jamais eu de permis de conduire. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures que le Gouvernement entend prendre pour que le permis de conduire puisse être attribué dans de meilleurs délais.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Touraine](#)

Circonscription : Rhône (3^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 23774

Rubrique : Sécurité routière

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [9 avril 2013](#), page 3737

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)